

Questions and Answers – RFP N19-17619

Question 1: Could you confirm if there has been someone doing this work in the last 24 months?

Answer 1: In the last 24 months, there has not been a specific employee or contractor devoted solely to the work described in the RFP. Different employees and contractors have worked on some aspects of the work described.

Question 2: Is this a full time. Part time or as required position?

Answer 2: Full time.

Question 3: Would the consultant be required to work on site?

Answer 3: Yes

Question 4: Would the crown please consider amending M1 to include a college diploma or certificate from a recognized institution? Majority of senior professionals in Privacy and Access to Information come from a records management background and have not completed a university degree. This criteria will rule out the majority of senior resources

Answer 4: NSERC – SSHRC will accept a College Diploma in a relevant area. But not a certificate.

Question 5: Would we be able to propose two resources? We would be looking at two specialized backgrounds - Privacy Specialist with PIA experience and ATIP Professional for the more normal and transactional processing of requests. We would envision a more part-time role for our PIA specialist and the majority of hours utilized by our ATIP professional (likely a 20/80 split). This type of arrangement would also offer more value to NSERC as significantly different market rates are being spent for two separate skill sets. The PIA Specialist commands a higher rate and a lower rate would be proposed for the ATIP professional.

Answer 5: No. The majority of the work that needs to be done is policy development, writing, training etc.

Questions & Réponses - RFP-N19-17619

Question 1: Pouvez-vous confirmer si quelqu'un a effectué ce travail au cours des 24 derniers mois ?

Réponse 1 : Au cours des 24 derniers mois, aucun employé ou entrepreneur spécifique n'a été consacré uniquement aux travaux décrits dans la demande de propositions. Différents employés et entrepreneurs ont travaillé sur certains aspects du travail décrit.

Question 2: Est-ce un temps plein? Temps partiel ou au besoin?

Réponse 2: Temps plein.

Question 3: Le consultant serait-il tenu de travailler sur le site?

Réponse 3: Oui absolument

Question 4: La Couronne pourrait-elle envisager de modifier M1 pour inclure un diplôme d'études collégiales ou un certificat d'un établissement reconnu? La majorité des professionnels de haut niveau en matière de protection de la vie privée et d'accès à l'information sont issus de la gestion des documents et n'ont pas obtenu de diplôme universitaire. Ce critère exclura la majorité des ressources de haut niveau

Réponse 4: CRSNG - Le CRSH acceptera un diplôme d'études collégiales dans un domaine pertinent. Mais pas un certificat.

Question 5 : Serions-nous en mesure de proposer deux ressources? Nous proposerons deux candidats spécialisés - spécialiste de la protection de la vie privée avec une expérience en ÉIVP et professionnel de l'AIPRP pour le traitement plus normal et transactionnel des demandes. Nous envisagerions un rôle plus à temps partiel pour notre spécialiste en ÉIVP et la majorité des heures consacrées par notre professionnel de l'AIPRP (probablement une répartition 20/80). Ce type d'arrangement offrirait également plus de valeur au CRSNG, car des taux de marché très différents sont dépensés pour deux ensembles de compétences distincts. Le spécialiste des ÉIVP commande un taux plus élevé et un taux plus bas serait proposé au professionnel de l'AIPRP.

Réponse 5 : Non. La majorité du travail à faire est l'élaboration de politiques, la rédaction, et la formation, etc.